

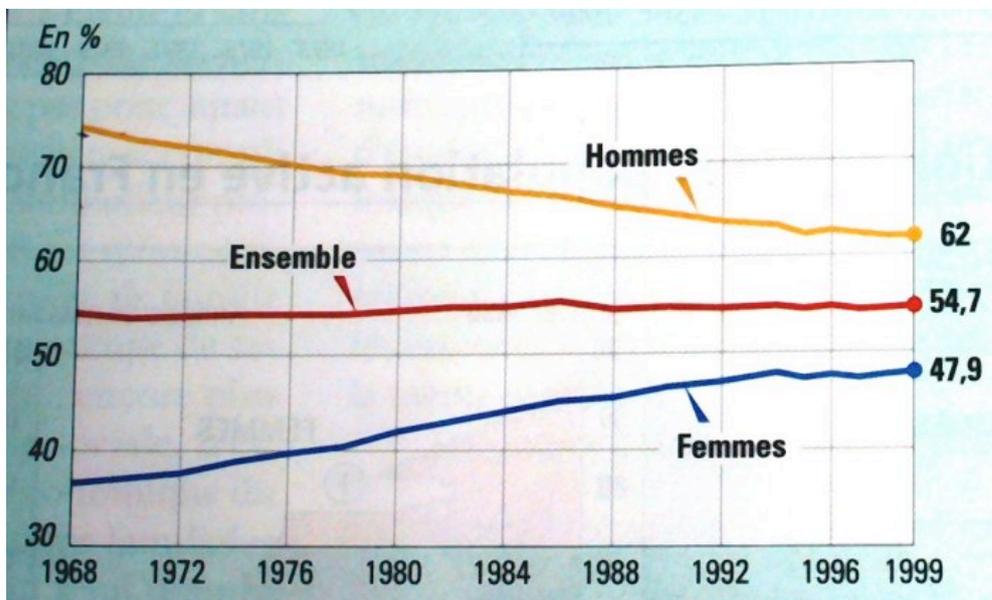
Taux d'activité féminin

Les femmes ont pu, grâce à de nombreuses revendications, accéder au marché du travail; pourtant, malgré le vote de lois, des réticences persistent quant à leur embauche. Ces pratiques ont des répercussions sur le taux d'activité féminin.

Au début du XXe siècle, voir au siècle précédent, **l'activité professionnelle des femmes** était beaucoup plus importante que ce que l'on imagine trop souvent aujourd'hui. Certes, elle était dans la France d'alors, comme celle des hommes, **caractérisée par la prédominance du secteur agricole et par une proportion élevée de non-salariés**. Le taux d'activité professionnelle des femmes par rapport à l'ensemble de la population féminine, mesuré avec les concepts d'aujourd'hui, était aussi déjà d'environ 30% dès la première moitié du siècle dernier. Par la suite, dans la seconde moitié, **il augmente régulièrement pour atteindre 36 % au début du XXe siècle**. Parallèlement à la montée du taux d'activité féminin, le taux d'activité des hommes progresse sensiblement au même rythme et passe pendant la même période de 60% dans les 3 premières décennies du XIXe siècle à **70 % dans les années 1920. Le taux d'activité des hommes était alors 2 fois plus élevé que celui des femmes**.

Après une période de baisse de près de 40 années, le taux d'activité féminin augmente à partir du début des années 1960. Le recul de l'activité professionnelle des plus jeunes et des plus âgées, en raison du développement rapide de la scolarisation d'une part et de la cessation plus ou moins anticipée de l'activité professionnelle de l'autre, est en effet plus que compensé par la montée de l'activité des femmes adultes, notamment de celles âgées de 25 ans à 49 ans. **On assiste ainsi au cours des années 1960 et 1970 à un lent phénomène de rattrapage**, le taux d'activité professionnelle de 36 % du tournant du siècle étant retrouvé à la fin des années 1980. Des taux d'activité féminins supérieurs à ceux de la fin du XIXe siècle sont atteints depuis quelques années seulement, malgré la crise de l'emploi. **En 1994, le taux d'activité féminin par rapport à l'ensemble de la population féminine s'établit à 38%**. Par contre, la baisse du taux d'activité masculin engagée depuis le début des années 1930 se poursuivra régulièrement au-delà des années 1960 jusqu'à nos jours : avec comme résultat que, finalement, moins de la moitié de la population masculine totale est engagée en 1996 dans une activité productive.

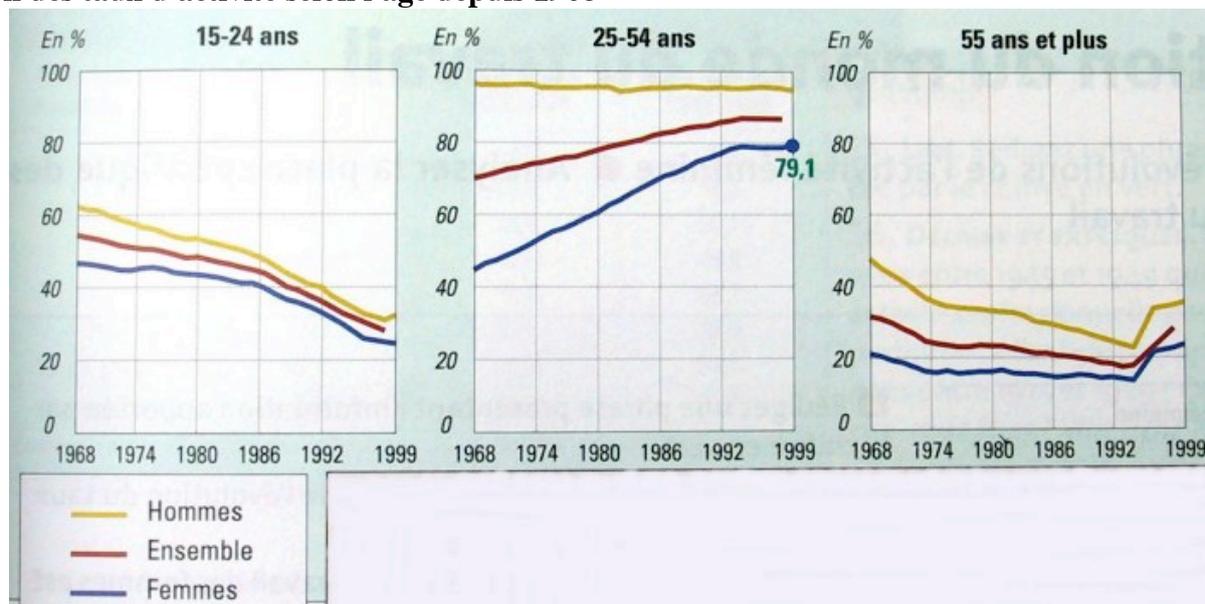
Évolution des taux d'activité selon le sexe depuis 1968



Champs: personnes âgées de 15 ans et plus
INSEE, Enquête Emploi 1999

Le résultat de ces évolutions opposées est un renforcement récent du poids relatif des femmes dans la vie économique. **La part des femmes dans la population active représentait régulièrement tout au long de ces deux siècles un peu plus d'un tiers du total. Ce n'est que depuis les années 1970 que cette part augmente significativement pour représenter en 1996 près de 45% des actifs. En 30 ans, les femmes ont donc véritablement investi le monde du travail.** Le nombre d'hommes actifs est resté relativement stable, autour de 14 millions, mais le nombre de femmes actives est passé de **7 à plus de 11 millions**. Si on tient compte des seules actifs ayant un emploi, les chiffres sont tout aussi parlants : de 1962 à 1994, le nombre des hommes occupant un emploi à reculé de près d'un million tandis que le nombre de femmes occupant un emploi progresse de plus de 3 millions

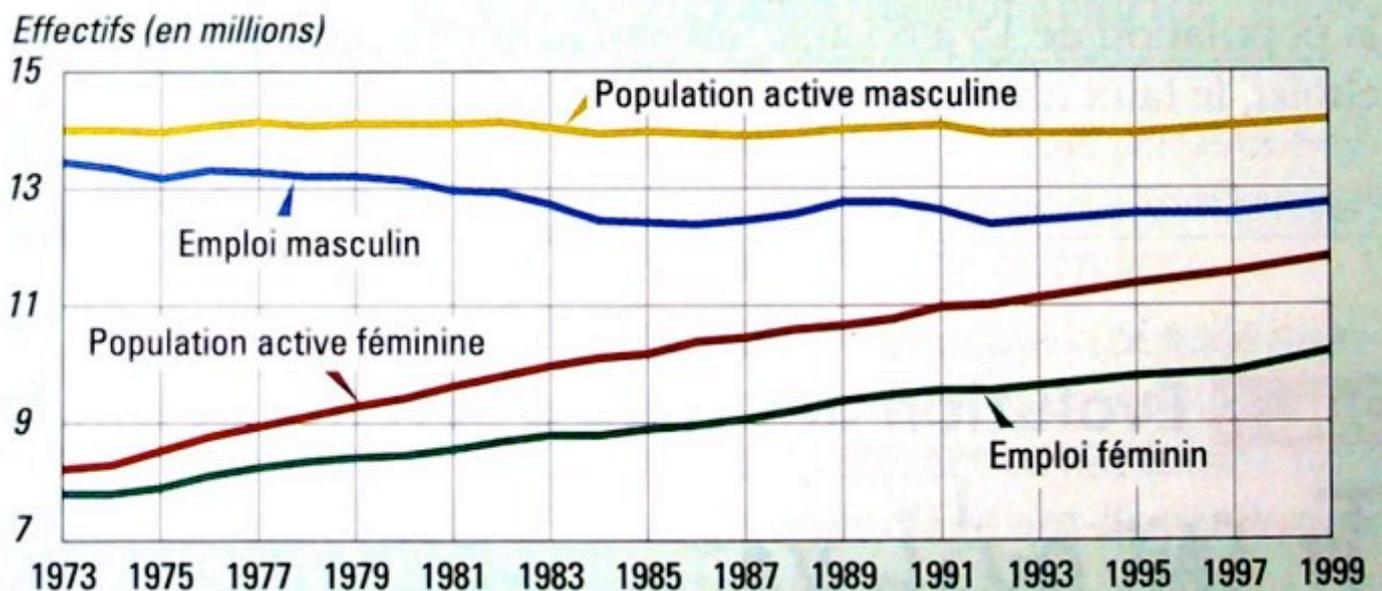
Evolution des taux d'activité selon l'âge depuis 1968



En 2002, 12 millions de femmes sont sur le marché du travail, soit un taux d'activité qui s'élève à 48.6 %. Ce phénomène a été concomitant avec l'essor du secteur tertiaire.

Toutes ces transformations s'effectuent de surcroît dans un contexte de forte augmentation de la part des salarié(e)s dans la population active : en 1994, 83.5% des hommes et **89% des femmes occupant un emploi sont des salariés**. Les professions indépendantes et notamment les agriculteurs exploitant ne représentent plus qu'une part très faible des actives et des actifs. Globalement environ un tiers seulement des non-salariés sont des femmes. Cependant il est utile de préciser que près de 95% des hommes non-salariés sont réellement des indépendants, avec ou sans salariés, alors que ce n'est le cas que de 60% des femmes, les autres femmes non-salariées sont en fait des « aides familiales » qui participent au travail de l'entreprise agricole, artisanale ou commerciale de leur conjoint sans pour autant être associées à sa direction. L'indépendance de ces indépendants est donc pour le moins limitée. Ajoutons enfin que parmi l'ensemble des salariés **la part des femmes a très fortement progressé ces dernières années puisqu'elle est passé d'un peu plus de 41% en 1982 à près de 46% en 1994**.

Population active et emploi par sexe



Le développement de l'activité féminine a accompagné l'expansion du secteur tertiaire où travaillent huit actives sur dix.

Emploi féminin par grand secteur En milliers

Année	Agriculture	Industrie et bâtiment	Tertiaire	Total
1962	1.291	1.672	3.643	6.606
1990	441	1.622	7.366	9.429

Source : Olivier Marchand et Claude Thélot (1997)

En 1990, l'agriculture était constitué de 441 milliers d'emploi féminin alors que le tertiaire en comportait 7 366 milliers

Deux groupes de professions intermédiaires, les infirmières et travailleurs sociaux et les instituteurs (dont les taux de féminisation sont respectivement de 77 et 65 %) concentrent 12 % de l'emploi féminin et 10 % des emplois féminins font partie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » (contre 15 % chez les hommes). C'est pourtant au sein de cette dernière catégorie très qualifiée que le développement de l'emploi féminin a été le plus spectaculaire au cours des quinze dernières années (effectifs multipliés par 2,2 et doublement de la part des emplois). Au total, la concentration des emplois féminins semble progresser : **les six catégories socioprofessionnelles les plus féminisées concentrent 61 % de l'emploi féminin en 1998** contre 52 % en 1983.

Tableau 1

Population active par sexe de 1962 à 1995 (en millier)

	Sexe	1962	1968	1975	1982	1990	1994	1995
Population active	H	13158	13559	13907	14192	14212	13899	13911
	F	6585	7124	8132	9585	11051	11238	11368
Pop. active occupée	H	13046	13321	13533	13258	13037	12396	12551
	F	6489	6925	7675	8460	9426	9626	9793
Chômeurs	H	112	238	374	934	1175	1503	1360
	F	96	199	457	1125	1625	1612	1575

Le travail féminin est devenu un phénomène social massif. Il est fortement inscrit dans la réalité sociale et tout semble indiquer qu'il est devenu un phénomène irréversible. Seuls quelques cercles rétrogrades continuent à dénoncer les « voleuses d'emplois » ou immoralité de la mixité dans le travail.

Le travail des femmes participe désormais à la construction de l'identité féminine : les filles, à l'école, se préparent à un métier comme les garçons, et très rares sont celles qui ne cherchent pas d'emploi à l'issue de leur scolarité. Mais c'est toujours **la réalisation professionnelle de l'homme qui reste prioritaire dans la grande majorité des familles**, leur statut social dépendant d'abord de l'activité masculine. Cela explique par exemple que les congés pour les enfants malades soient pris quasi-exclusivement par les mères et que l'essentiel des tâches domestiques continuent à échoir aux femmes. Dans le même ordre d'idées il faut souligner la persistance des propositions de « salaire maternel », éventuellement rebaptisé « salaire parental » pour passer plus inaperçu, qui voient régulièrement le jour dans les cercles gouvernementaux. Ces projets visent très clairement à remettre en cause la place des femmes dans le monde du travail.

Par ailleurs, les représentations du travail des femmes ont évolué moins vite que la réalité de ce travail. **En 1993**, d'après les enquêtes du CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'observation des Conditions de Vie), **à peine 47% des Français sont favorables à l'activité professionnelle des femmes** (...contre il est vrai 31% en 1978). Une majorité de Français continuent de penser que les femmes ne devraient jamais travailler notamment lorsqu'elles ont des enfants en bas âge ou lorsque le revenu de la famille est considéré comme suffisant. **Environ 30% de la population estiment que « les femmes ne devraient jamais travailler lorsqu'elles ont un enfant en bas âge ».**

Les opinions exprimées au sujet de l'activité féminine apparaissent comme la résultante de deux séries de jugements quelque peu contradictoires. D'un côté une majorité de personnes admet l'idée du travail des femmes, tenu pour juste et nécessaire à une liberté de choix individuel : 80% considèrent qu'il « *est indispensable pour une femme de disposer de ressources propres* », 55% estiment que « *les femmes qui ne travaillent pas se sentent coupées du monde* », et **77% pensent que « l'activité professionnelle des femmes est une bonne chose pour leur équilibre personnel »**. D'un autre côté, les jugements sur le travail des mères de famille sont empreints de nombreuses réticences liées au fait que la mère devrait donner la priorité à son jeune enfant. 73% estiment que la montée de l'activité professionnelle des femmes est néfaste pour l'équilibre des enfants.

Autrement dit, les attitudes vis-à-vis du travail féminin tiennent plus à l'idée que l'on se fait des contraintes et du rôle de la femme quand elle a un jeune enfant, que d'une prise de position de principe sur l'activité féminine. Cette opinion moyenne de nos concitoyens accorde il est vrai un poids important aux hommes d'une part et aux anciennes générations d'autre part, car une autre enquête réalisée à peu près dans la même période montre que 80% des femmes interrogées répondent oui à la question : « *Si vous aviez le choix, préféreriez-vous avoir une activité professionnelle ou non ?* ». Les jeunes générations d'hommes sont cependant loin d'être acquises au travail féminin. On peut, en effet, observer des différences importantes dans la perception du travail des femmes parmi les jeunes gens et les jeunes filles. Ainsi une enquête auprès de frères et sœurs sur la perception du travail de leur mère montre qu'il est plutôt valorisé par les filles, mais qu'il reste marginalisé ou ignoré par les garçons.

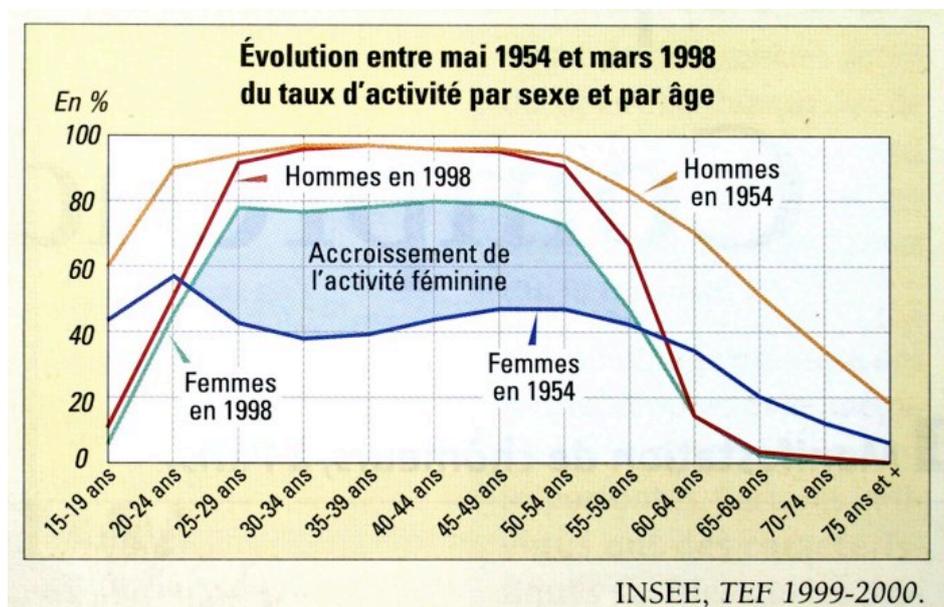
Activité professionnelle et situation familiale

Proportion de femmes ayant interrompu au moins 2 ans (ou cessé) leur activité professionnelle avant 40 ans en raison d'enfants (en %)

Naissances avant 40 ans	Génération (1) 1925-1929	Génération 1935-1939	Génération 1945-1949
0	7.1	6.0	5.5
1	23.1	21.3	16.3
2	36.2	38.3	33.1
3	40.3	46.9	48.0
4	45.6	41.0	52.7
5	44.1	48.5	55.0
6 ou plus	45.3	49.9	56.3
Ensemble	33.2	36.9	33.3

Champs : femmes non célibataires ayant commencé à travailler avant 40 ans

Génération (1) : ensemble de personnes nées un même groupe d'années



Avant, la femme arrêtaient souvent son travail pour s'occuper de l'éducation des enfants, puis éventuellement, reprenait son activité après quelques années. Aujourd'hui, les actions sont différents, les femmes s'arrêtent moins souvent à cause des enfants et préfèrent continuer leur carrière pour parvenir à une mobilité sociale et professionnelle ascendante avec une haut niveau de rémunération si possible. Ainsi, on remarque que sur le graphique, le "creux" du taux d'activité des femmes en 1954 au alentours de 30-34 ans se manifestent nettement moins chez les femmes en 1998 à la même période.

De plus, aujourd'hui, l'activité féminine est largement majoritaire. En 1994, près de 80% de l'ensemble des femmes âgées de 25 à 49 ans sont actives contre à peine 50% d'entre elles, encore en 1975. Or ce sont précisément ces femmes qui ont un ou plusieurs enfants à charge. Les statistiques de l'INSEE prennent acte de cette nouvelle réalité et notent à juste titre que pour les femmes « travailler avec deux enfants, même petits, est devenu la norme ». Les données les plus récentes concernant les femmes de 35 à 39 ans confirment largement cette tendance : en 1994, 90% des femmes sans enfants étaient actives, mais aussi 84,5% des mères d'un enfant, 80,5% des mères de deux enfants et 54,7% des mères de trois enfants et plus. Les chercheurs de l'INSEE soulignent avec raison que cette évolution exprime la disparition du modèle de la femme au foyer. Il convient cependant de ne pas déduire des résultats précédents que l'arrivée d'un troisième enfant se traduira par une chute du taux d'activité des mères concernées. En effet, l'arrêt d'activité de ces dernières s'est produit le plus souvent dès la naissance du premier. Cependant on peut être plus réservé face à la vision relativement optimiste d'auteurs qui notent que « les comportements d'activité (des femmes) se rapprochent de plus en plus du modèle masculin » car hommes et femmes sont encore loin d'occuper les mêmes types d'emplois et d'entretenir le même rapport à l'emploi.

Cette progression du travail des femmes va de pair avec un déplacement des emplois d'une « logique industrielle » vers une « logique de services », du travail ouvrier vers des postes d'employés, du travail des hommes à celui des femmes. Elle s'inscrit par conséquent aussi dans un mouvement d'ensemble. Un certain nombre d'emplois masculins ont été détruits avant tout parce qu'il s'agissait d'emplois d'ouvriers, et secondairement parce qu'il s'agissait d'emplois masculins. Il n'y a pas en effet une « logique de division sexuelle du travail » déconnectée des autres déterminations de la division du travail. La dynamique de l'emploi féminin apparaît par conséquent en grande partie d'abord comme le résultat quasi-automatique des transformations dans la structure de répartition du volume du travail et, secondairement seulement, comme le résultat d'une « logique d'affirmation d'une aspiration spécifique des femmes ».

Malgré leur insertion plus réduite dans le secteur industriel qui a perdu beaucoup d'emplois depuis 1975, le chômage frappe davantage les femmes que les hommes. De même, la montée rapide du travail à temps partiel est le signe avant-coureur d'une remise en cause de la dynamique de l'emploi des femmes : en effet, depuis 1980, la progression de l'emploi féminin correspond pour 80% à une augmentation du recours au travail à temps partiel. Les perspectives de l'emploi féminin sont par conséquent particulièrement incertaines.

Par ailleurs, dans le marché du travail, les caractéristiques nouvelles de l'offre et de la demande de travail

En ce qui concerne l'ordre de travail féminin, **trois facteurs ont provoqué la rupture historique que constitue l'expansion de l'activité féminine au début des années 1970.**

-la contraception qui permet la maîtrise de la fécondité

-l'éducation qui valorise leur travail extérieur à un prix croissant

-l'électroménager accessible à bas prix qui allège les tâches familiales.

De plus, **deux facteurs ont joué un rôle déterminant pour augmenter la demande de travail féminin des entreprises.**

-le progrès technique qui substitue la machine à la force physique et au travail non qualifié. Il a favorisé les femmes dont la qualification moyenne a progressé et désavantagé les hommes non qualifiés. La référence à la force physique pour distinguer les professions masculines et féminines ne paraît plus guère pertinente sauf peut-être dans un monde limité de profession.

-Surtout du fait des progrès de productivité, **la demande finale s'est déplacée des biens industriels vers les services, suscitant un déplacement de la demande de main d'œuvre au profit des femmes.** Les secteurs autrefois bastions masculins perdent des emplois alors que les emplois nouveaux apparaissent dans le secteur des services, surtout en public où les femmes étaient déjà plus présentes (emplois de bureau, santé, social, communication), et dans les petites entreprises où l'emploi est plus adaptable. Cet effet de structure a donc contribué depuis un quart de siècle à augmenter la demande de travail féminin.

Une phase traditionnelle avec forte fécondité et faible taux d'activité des femmes, qui correspond à la période antérieure à l'apparition de la contraception. Puis une phase de transition, où le taux d'activité augmente et où la fécondité baisse, qui commence en France à la fin des années soixante. Enfin, une phase moderne, où le taux d'activité des femmes se stabilise à un niveau élevé et où la fécondité peut se stabiliser, voire remonter au début des années quatre vingt dix.

Les pays ayant une politique nataliste, dont la France, qui prennent en charge les enfants (crèches ou écoles à temps plein) **et aménagent les conditions d'emploi des femmes**, y gagnent à la fois une fécondité plus forte, une moindre dualité sociale et un taux d'activité des femmes élevé, et finalement un plus haut niveau d'emploi.

Aujourd'hui, une politique nataliste est une politique qui promeut l'égalité d'accès des femmes et des hommes à l'emploi et une politique d'équipements de garde d'enfants.

Un taux élevé d'activité des femmes favorise la croissance par la création de valeur ajoutée et d'emplois. Le volume de travail, loin d'être limité, augmente avec l'activité féminine.

En outre, les femmes sont de plus en plus diplômées et les couples de moins en moins stables.

La forte progression de la participation des femmes au marché du travail correspond assez naturellement à un transfert de certaines activités domestiques vers les activités marchandes dont la productivité du travail s'accroît régulièrement et par la forte croissance du niveau de formation initiale des femmes qui les incite de plus en plus à chercher à le « rentabiliser » sur le marché du travail.

Parallèlement, les **taux d'activité féminins ont crû avec les générations et atteignent maintenant environ 80 % entre 25 et 50 ans. Le différentiel de taux d'activité entre hommes et femmes ne cesse de s'atténuer ; au milieu des années quatre vingt dix, il est de 15 à 20 % entre 25 et 50 ans.**

Par ailleurs, au fil du temps, **le taux d'activité s'est accompagné d'une restriction de l'activité aux âges jeunes puisqu'il y a une prolongation de la scolarité et aussi à la fin de la vie, puisqu'on tend à prendre sa retraite ou une préretraite plus tôt.** Mais les courbes des hommes et des femmes tendent vraiment à se superposer. Malgré cette présence massive des femmes sur le marché du travail, des ségrégations, des inégalités persistent d'une façon irréductible.

Taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans, France 1982-1998 (en %)

	Taux d'activité
1982	65.2
1990	71.4

1998	78.7
------	------

De 1982 à 1998, le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans a augmenté, il est passé de 65.2% à 78.7 %, soit une progression de 13 points environ.

Taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans selon le nombre d'enfants de moins de 16 ans, en France 1982-1997 (en %)

	Sans conjoint	0 enfant	1 enfant	2 enfants
1982	83.0	71.9	70.1	59.4
1990	87.6	82.6	79.7	74.5
1997	88.6	85.0	83.8	73.8

On constate qu'en 1997, le taux d'activité des femmes de 25 à 49 ans n'ayant pas d'enfant s'élevait à 85% contre 49.6% pour celles ayant 3 enfants et plus, soit une différence de 35 points environ

Le taux d'activité féminin reste encore aujourd'hui inférieure aux hommes malgré son augmentation. Les enfants ont néanmoins une influence négative sur ce taux, tandis que la scolarisation a plutôt eu un effet bénéfique comportant néanmoins des restrictions en ce qui concerne l'âge. Pour autant la majorité des femmes sont salariées.